

Paris, le 11 décembre 2008

Monsieur le Président,

A trois jours des prochaines élections législatives au Turkménistan, Reporters sans frontières souhaiterait aborder avec vous plusieurs points relatifs à la liberté de la presse et aux droits de l'homme.

Votre arrivée au pouvoir, le 14 février 2007, a, comme vous le savez, fait naître de nombreux espoirs de démocratisation du régime. Toutefois, aucun progrès significatif n'a, à ce jour, été accompli. Les prochaines élections où les candidats indépendants auront bien des difficultés à se présenter illustrent le caractère plus que limité des mesures adoptées. Nos informations indiquent même que la pression sur les journalistes indépendants s'est accrue.

Monsieur le Président, il est temps, pour les Turkmènes et le Turkménistan, que des réformes témoignant d'une réelle volonté politique de libéralisation soient mises en œuvre. Elles seules permettront l'intégration du pays dans la communauté internationale, le développement de son économie et l'amélioration des conditions de vie de ses habitants.

La population turkmène est dramatiquement coupée du monde. Il est urgent de rompre cet isolement. C'est pourquoi, Reporters sans frontières souhaite réitérer son appel et vous engager à :

- libérer les prisonniers politiques et les journalistes emprisonnés, notamment Annakourban Amanklytchev et Sapardourdy Khadjiev,
- supprimer la censure,
- autoriser la création de médias privés,
- autoriser les médias étrangers à travailler au Turkménistan,

- développer l'accès non surveillé à un Internet non censuré,
- autoriser les organisations non gouvernementales à travailler dans le pays,

A plusieurs reprises, nous vous avons offert notre aide, dans le domaine où notre compétence s'exerce : la liberté de la presse. Aujourd'hui, nous réitérons cette proposition et espérons que nous pourrons prochainement entamer un dialogue fructueux sur ces questions.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien accorder à cette demande, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.



Jean-François Julliard  
Secrétaire général